

Perspectives

N°25/241 – 9 septembre 2025

FRANCE – Petit résumé des indicateurs économiques de l'été

Après notre pause estivale et à l'occasion de la rentrée scolaire, nous vous proposons un petit rattrapage avec le récapitulatif des principales informations économiques parues durant l'été. Fin juillet, nous avions réalisé [une publication](#) à l'occasion de la parution de la première estimation des comptes nationaux trimestriels du deuxième trimestre. Depuis, l'Insee a publié les résultats détaillés de ces comptes le 29 août : des détails sur l'emploi et les comptes des secteurs institutionnels ont à ce titre été révélés. Les résultats provisoires de l'inflation d'août ont également été communiqués à cette même date, tout comme les dépenses de consommation des ménages en biens du mois de juillet. Plus tôt au mois d'août, le taux de chômage du deuxième trimestre avait aussi été dévoilé. Les enquêtes de conjoncture parues cet été nous renseignent par ailleurs sur l'état d'esprit des entreprises et des ménages (avant l'annonce du vote de confiance).

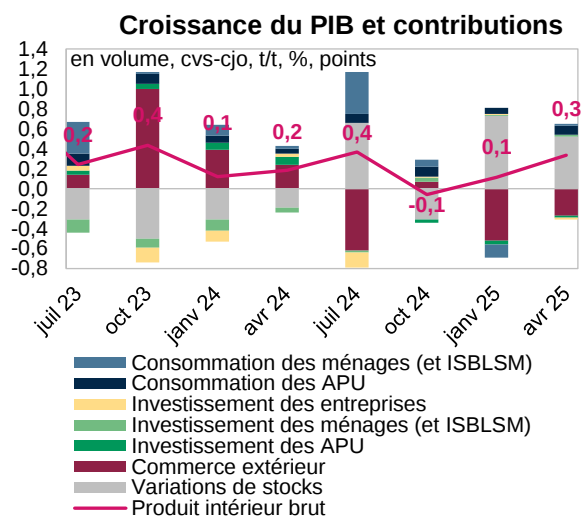
Dans ses résultats détaillés (RD) des comptes nationaux, l'Insee a confirmé que **l'activité économique avait bien accéléré à +0,3% (t/t) au deuxième trimestre 2025**, après +0,1% au premier trimestre. Cette accélération est toutefois en demi-teinte, puisque c'est un phénomène de restockage qui l'a portée. L'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre s'élève à 0,6% pour l'année 2025.

Par rapport à la première estimation (PE) publiée fin juillet, la contribution à la croissance de la demande intérieure finale hors stocks est révisée légèrement à la hausse (de 0,0 à +0,1 point), malgré une légère révision à la baisse de l'évolution de la consommation des ménages (qui stagne finalement, contre une légère progression de 0,1% dans la PE). En effet, l'évolution de l'investissement est révisée à la hausse (+0,2 point, à -0,1%), une révision qui provient à la fois de la formation brute de capital fixe des entreprises non financières et de celle des administrations publiques (APU), tandis que la progression de celle des ménages n'est en revanche pas révisée. En outre, les dépenses de consommation des APU ont finalement été un peu plus dynamiques qu'initialement estimé (+0,4%, contre +0,2% dans la PE).

La contribution du commerce extérieur à la croissance est révisée en légère baisse (-0,1 point, à -0,3 point), l'évolution des importations (+0,5 point, à 1,3%) ayant été davantage révisée à la hausse que celle des exportations (+0,3 point, à +0,5%).

La contribution des variations de stocks à la croissance n'est pas révisée, à 0,5 point. Cette contribution provient des matériels de transport (aéronautique surtout, et automobile). Elle pourrait se traduire par un contrecoup les trimestres suivants, avec un impact alors négatif sur la croissance.

Les comptes nationaux trimestriels font état d'une **stabilisation de l'emploi total au deuxième trimestre 2025** (0%) après la baisse des deux trimestres précédents (-0,1% au quatrième trimestre 2024 et -0,3% au



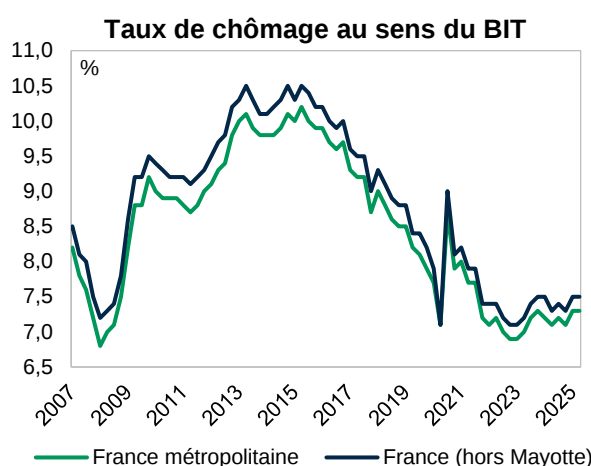
Derniers points : T2 2025

Sources : Insee, calculs Crédit agricole

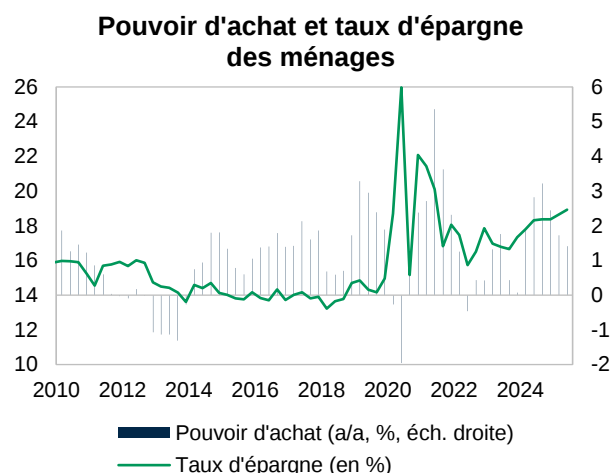
premier trimestre 2025). Le nombre total d'heures travaillées est en repli pour le troisième trimestre consécutif (-0,2% après -0,4%). L'évolution de l'emploi et des heures travaillées, couplée à une progression de l'activité, se traduit par un redressement de la productivité du travail.

Le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT) est d'ailleurs resté stable pour la France (hors Mayotte) au deuxième trimestre, à 7,5% de la population active (et à 7,3% pour la France métropolitaine), une information révélée par l'Insee au cœur de l'été (le 8 août). Le taux de chômage est certes supérieur à son point bas du tournant des années 2022 et 2023 (7,1%), mais il reste très inférieur au niveau atteint lors de la décennie 2010 (9,6% en moyenne).

Avec la publication des RD du deuxième trimestre, des éléments sur les secteurs institutionnels ont été dévoilés. Le revenu disponible brut des ménages (RDB) a ainsi ralenti en termes nominaux au deuxième trimestre 2025 (+0,3% t/t après +0,6% au premier trimestre), mais il a accéléré en termes réels (+0,4% après +0,1%), compte tenu du léger repli du prix de la consommation des ménages (au sens du déflateur). Compte tenu d'un pouvoir d'achat en hausse et d'une consommation atone en volume, **le taux d'épargne des ménages a de nouveau augmenté, à 18,9%** (après 18,6% le trimestre précédent).



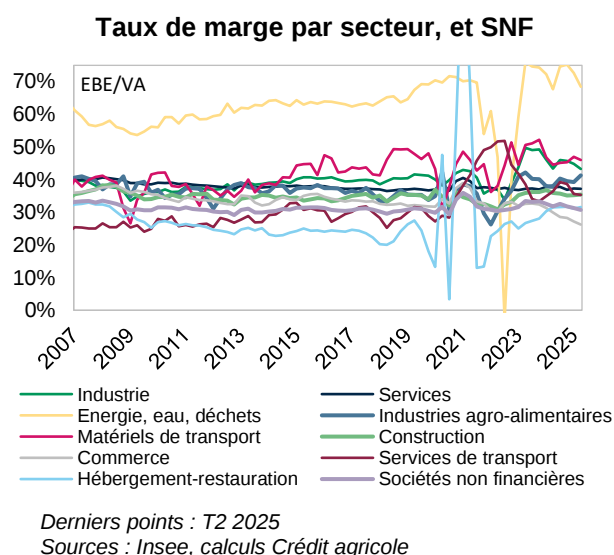
Derniers points : T2 2025
Sources : Insee, Crédit agricole S.A./ECO



Derniers points : T2 2025
Sources : Insee, calculs Crédit agricole S.A./ECO

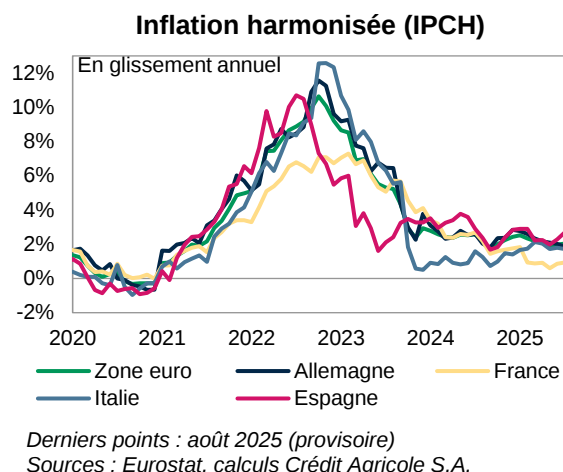
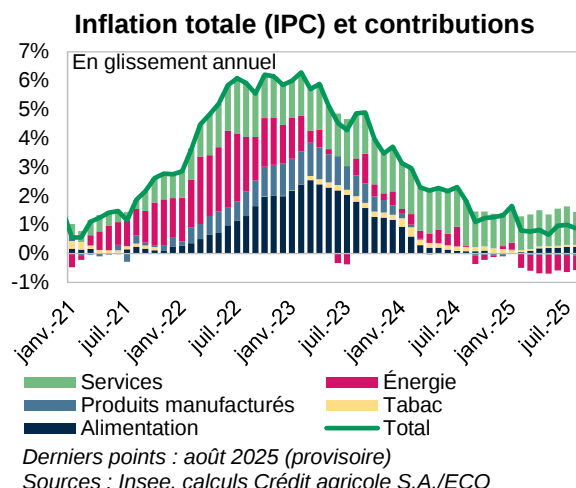
Le taux de marge des sociétés non financières (SNF) a de nouveau légèrement diminué au deuxième trimestre 2025, à 30,7% (après 31,4% au premier trimestre), sous l'effet de la hausse des salaires et des cotisations employeurs. Les gains de productivité modèrent toutefois son repli, et celui-ci se situe à un niveau très proche de son niveau d'avant la crise sanitaire (entre 2015 et 2019).

L'inflation a légèrement diminué en août 2025, à 0,9% en glissement annuel au sens de l'indice des prix à la consommation (IPC), après 1% en juillet, selon les résultats provisoires de l'Insee. L'inflation des services a reflué à 2,1% sur un an après une hausse à 2,5% en juillet. Les prix de l'alimentation ont accéléré depuis le début de l'année 2025, et ils se sont établis en hausse de 1,6% sur un an en août (comme en juillet). Sur un an, les prix des produits manufacturés étaient en légère baisse (-0,3%), et ceux de l'énergie en diminution de 6,2% en août.



Derniers points : T2 2025
Sources : Insee, calculs Crédit agricole

Au sens de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet la comparaison des taux d'inflation entre les différents pays européens, l'inflation s'est établie en légère baisse également, à 0,8% en août (après 0,9% en juillet). **L'inflation française est actuellement l'une des plus faibles de la zone euro** (après Chypre, -0,1%).



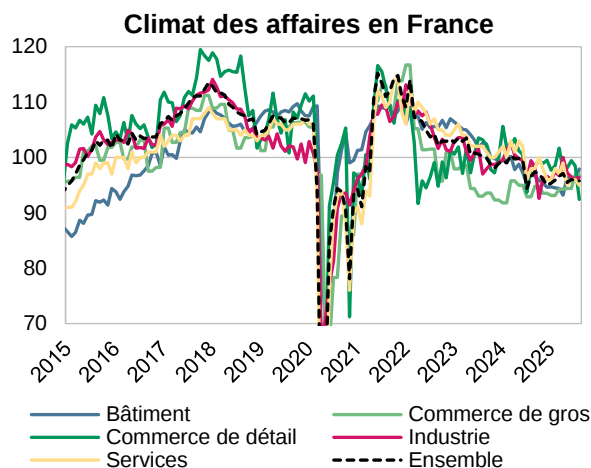
Cette inflation actuellement faible ne s'est pas traduite par une hausse de la consommation des ménages en biens en juillet, au contraire : celle-ci a diminué de 0,3% sur le mois (en volume), après une hausse de 0,4% en juin. Dans le détail, cette diminution s'explique par la consommation d'énergie, en baisse de 1,7% par rapport à juin (cvs-cjo¹), avec un repli de celle en produits pétroliers, en particulier en gazole, ainsi qu'en électricité. La consommation alimentaire (0,0% après -1,2%) et celle en biens fabriqués (0,0% après +0,4%) sont restées stables.

Du côté des enquêtes de conjoncture, la Banque de France estime, dans son enquête mensuelle publiée début août, que l'activité a continué de progresser substantiellement en juillet dans l'industrie et le bâtiment, et de manière plus modérée dans les services marchands. Les chefs d'entreprises anticipent une progression de l'activité en août dans l'industrie et le bâtiment, et une stabilisation dans les services. Sur cette base, **l'institution considère que l'activité au troisième trimestre devrait augmenter à un rythme similaire à celui du trimestre précédent (soit +0,3%). Le climat des affaires publié par l'Insee s'est maintenu à 96 en août.** Il demeure ainsi au même niveau depuis juin, un niveau inférieur à sa moyenne de long terme (100), mais compatible avec une croissance faible voire modérée de l'activité.

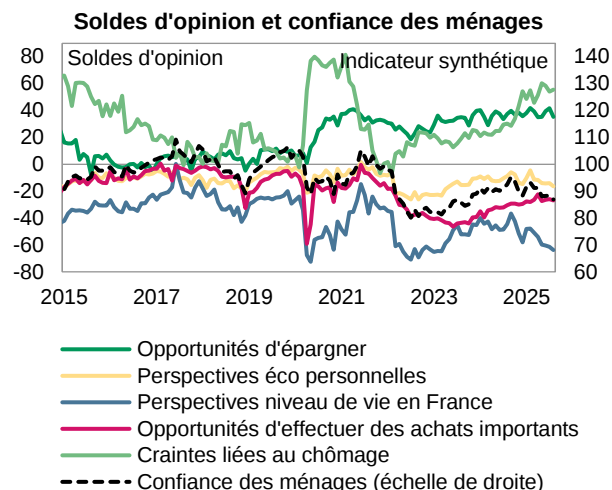
En revanche, le climat de l'emploi a diminué pour le deuxième mois consécutif, avec une baisse à 95 en août (-1 point après -2 points). Ce dernier s'était toutefois relevé de 4 points en juin, et reste donc supérieur à son niveau de mai et de février (94).

Pour les ménages, l'horizon s'obscurcit, puisque l'indicateur synthétique de confiance diminue de 1 point en août après trois trimestres de stabilité, en lien avec une dégradation des perspectives de situation financière personnelle future et de la perception du niveau de vie passé et futur en France. Les craintes liées à l'évolution du chômage repartent également à la hausse. **À 87, la confiance des ménages se situe à un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne historique (100).**

¹ Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés.



Derniers points : août 2025
Sources : Insee, Crédit agricole S.A./ECO



Derniers points : août 2025
Sources : Insee, Crédit agricole S.A./ECO

✓ **Notre opinion** – Notre dernier scénario ([fin juin](#)) tablait sur une croissance trimestrielle de 0,1% au deuxième trimestre, et de 0,6% sur l'ensemble de l'année 2025. Malgré les risques à la baisse sur la fin d'année (contrecoup sur les variations de stocks, droits de douane un peu plus élevés avec l'accord US-UE que nos hypothèses de juin et incertitude politique élevée), l'acquis de 0,6% à l'issue du deuxième trimestre devrait nous conduire à réhausser notre prévision de croissance annuelle à 0,7%.

Notre prévision de croissance de 1,2% pour l'année 2026 est entourée de risques principalement orientés à la baisse. L'accord US-UE sur les droits de douane annoncé à la fin juillet pourrait en effet se traduire par un impact négatif sur la croissance française à hauteur de 0,1 point en 2026 par rapport à notre scénario de juin (estimation préliminaire). L'incertitude politique et fiscale pourrait par ailleurs détériorer les anticipations et nuire notamment à la consommation et à l'investissement, avec un effet négatif sur la croissance qui pourrait toutefois être partiellement compensé par une impulsion budgétaire négative d'une moindre ampleur (moindre consolidation fiscale).

Article publié le 5 septembre 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
05/09/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/08/2025	<u>Digital Chamber, l'autre pouvoir</u>	Fintech
30/07/2025	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : l'activité accélère au T2 2025 (+0,3%, après +0,1%)</u>	France
28/07/2025	<u>Fintech Outlook S1 2025 – Surchauffe</u>	Banque, fintech
22/07/2025	<u>Mines & métaux – Anatomie d'un monopole : le cas des terres rares</u>	Mines & métaux
16/07/2025	<u>Chine – Face au cycle économique : quand la planification rencontre le doute</u>	Asie
11/07/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
10/07/2025	<u>France – Immobilier résidentiel : accélération de la hausse des prix des logements au T1 2025</u>	France, immobilier
09/07/2025	<u>États-Unis – Marché du travail, une lente détérioration sous un dynamisme de surface</u>	États-Unis
07/07/2025	<u>Italie : des ménages toujours prudents</u>	Italie
07/07/2025	<u>Bitcoin, Acorns à la croisée des chemins</u>	Banque, fintech
04/07/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/07/2025	<u>Hongrie – Le blocage de l'économie se prolonge</u>	PECO
01/07/2025	<u>Portugal – Correction au T1 2025, mais fondamentaux encore solides</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Sophie GaubertContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.